

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Une rentrée à risques pour le ministre Blanquer - Education

4-5 minutes

Une période à risques pour le ministre

Réforme du bac, colère des enseignants, grève de correcteurs... Après une année particulièrement tendue, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, a joué l'apaisement lors de sa rencontre avec des organisations syndicales.

Entre les multiples couacs et la grève des correcteurs du baccalauréat, l'année scolaire s'est achevée en juillet sur une note amère. Auparavant, Jean-Michel Blanquer, considéré par nombre d'observateurs comme le bon élève du gouvernement, avait traversé son premier trou d'air au printemps avec sa loi sur l'école, contestée par de nombreux enseignants et parents d'élèves.

Accusé par les syndicats de rester sourd à leurs revendications, le ministre n'a eu de cesse de répéter en juillet que sa porte était toujours ouverte. Après une série de « réunions bilatérales » organisées avant les vacances, il reçoit de nouveau les organisations syndicales cette semaine avant la rentrée le 2 septembre. Le but ? Déminer une rentrée à risques. Une volonté de « *restaurer le lien entre le*

terrain et la rue de Grenelle » ? C'est l'espoir de Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, le premier syndicat des enseignants du primaire.

Selon elle, la loi du ministre

« pour une école de la confiance » a été une « *alerte* » pour les profs : « *Ils se sont rendu compte qu'elle n'apportait rien mais dégradait leurs conditions de travail* ». Purgée au Parlement de ses articles les plus polémiques, « *elle ne va au final pas changer grand-chose au quotidien des écoles, c'est bien là que le bât blesse* », ajoute-t-elle. Au sortir de la réunion au ministère, Régis Metzger, également secrétaire général du syndicat, se montrait plutôt confiant : « *Le ton du ministre a changé, il semble davantage vouloir privilégier la concertation, la discussion* ».

De nouvelles grèves des enseignants en septembre ?

Le ministre est notamment attendu sur le nouveau bac, qui verra le jour en 2021 mais qui se prépare en amont, et se traduit cette année par une réforme du lycée pour les classes de premières :

finies les séries (L, ES, et S), remplacées par des enseignements de spécialité. Cette réforme a cristallisé les tensions au moment du bac. Plusieurs organisations syndicales ont d'ores et déjà annoncé en juillet le dépôt de préavis de grève sur l'ensemble du mois de septembre pour d'éventuelles actions. « *Cette réforme du lycée est un changement de paradigme, un nouveau puzzle à construire, dont certains éléments pourraient se gripper lors de cette rentrée* », prévient Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Problèmes d'emplois du temps, d'effectifs, de personnels... Les risques de « bugs » sont, selon lui, potentiellement nombreux. Le Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire, s'attend à une « *rentrée compliquée, déjà tendue* », dit Claire Guéville, secrétaire nationale. « *À partir du moment où on ne met pas sur la table les sujets qui fâchent, comme le renoncement à un examen national, prévu par la réforme du bac, on perçoit mal quels peuvent être les éléments concrets du dialogue social* », juge-t-elle.

Le ministre a annoncé la mise en place de « *comités de suivi* » de la réforme, pour permettre des remontées régulières du terrain et analyser les difficultés qui se posent. « *Il faudra voir la façon dont fonctionnent ces comités mais on sent que le ministre veut tenir un discours plus apaisé* », s'est félicité Stéphane Crochet après avoir été reçu au ministère.